



**Arrêté préfectoral du 3 juin 2022  
portant décision d'examen au cas par cas n° 2022-12536 en application  
de l'article R. 122-3 du code de l'environnement**

**La Préfète de la région Nouvelle-Aquitaine**

Vu le code de l'environnement, notamment la section première du chapitre II du titre II du livre premier, et plus particulièrement ses articles L. 122-1, R. 122-2 et R. 122-3 ;

Vu l'arrêté de la ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer du 12 janvier 2017, fixant le modèle du formulaire de la demande d'examen au cas par cas en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement ;

Vu la demande d'examen au cas par cas n° 2022-12536 relative au projet de forage d'essai en vue d'une recherche en eau potable à Coimères (33), reçue complète le 15 avril 2022 ;

Vu l'arrêté de la préfète de région du 17 février 2020 portant délégation de signature à Madame Alice-Anne MÉDARD directrice régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement de la région Nouvelle-Aquitaine ;

**Considérant la nature du projet** qui consiste à réaliser un forage de 78 mètres de profondeur, sur la commune de Coimères en Gironde (33) ;

Étant précisé que l'aquifère visé est l'oligocène, ressource profonde réservée à l'alimentation en eau potable ; que le projet doit être apprécié en tenant compte des deux hypothèses d'issues positive ou négative du forage exploratoire ;

Étant précisé qu'en cas d'issue positive de la phase de reconnaissance, le forage deviendrait un ouvrage de substitution dont les prélèvements permettront de réduire les volumes prélevés dans la nappe déficitaire de l'éocène ;

Étant précisé que toute modification substantielle du projet, tel que présenté dans la demande, nécessiterait un nouvel examen ;

**Considérant** que ce projet relève du tableau annexé à l'article R.122-2 du code de l'environnement ; que les caractéristiques de prélèvements envisagées en cas d'issue positive de la phase de reconnaissance sont inférieures aux seuils de la soumission à étude d'impact ;

**Considérant la localisation du projet** sur un secteur ne présentant pas de sensibilité environnementale particulière faisant l'objet d'un référencement (site Natura 2000, ou ZNIEFF) ;

**Considérant** que, selon le dossier présenté, l'ouvrage relève d'une autorisation de prélèvement au titre des articles L 214-1 et suivants du code de l'environnement ;

**Considérant** que si la recherche en eau est positive, le projet relèvera d'une autorisation environnementale au titre de l'article L.181-1 du code de l'environnement et l'instauration de périmètres de protection au titre de l'article L.1321-2 du code de la santé publique pour la production, le traitement et la distribution d'eau destinée à la consommation humaine ;

**Considérant** que cette demande sera instruite par les services de l'Agence Régionale de Santé conjointement avec les services de la Police de l'Eau qui vérifieront notamment l'étude d'incidence du projet sur les eaux souterraines ; que dans le cadre de ces procédures les enjeux sanitaires feront l'objet d'un examen par les services de l'Agence Régionale de Santé ;

**Considérant** que le projet doit être en conformité avec les préconisations du schéma directeur d'aménagement

et de gestion des eaux (SDAGE) Adour-Garonne afin d'assurer la protection et l'amélioration de l'état des eaux et des milieux aquatiques et la préservation des zones humides ;

**Considérant** que le rejet des eaux d'exhaure, estimé à 2 000 m<sup>3</sup> se fera dans le milieu naturel après passage dans des bassins de décantation ;

**Considérant** que l'aménagement de l'ouvrage nécessite la réalisation d'un défrichement de 400 m<sup>2</sup> de pins maritimes ;

**Considérant** que le porteur de projet s'assurera, avant le démarrage des travaux, de la présence ou de l'absence d'espèces protégées et/ou de leurs habitats sur le site d'implantation et sur une aire élargie ;

**Considérant** qu'en cas de présence d'espèces protégées et/ou de leurs habitats, le pétitionnaire devra respecter la réglementation relative aux espèces protégées (articles L.411-1 et L.411-2 du code de l'environnement) ;

**Considérant** que le projet sera source de bruit en phase travaux, et qu'ils seront de courte durée, réalisés en journée, hors week-end et jours fériés ;

**Considérant** que le porteur de projet remettra le terrain en état dans les règles de l'art en cas de recherche négative ;

**Considérant** qu'il ne ressort pas des éléments fournis par le pétitionnaire et des connaissances disponibles à ce stade, compte tenu des réglementations spécifiques encadrant son autorisation, que le projet soit susceptible d'impact notable sur l'environnement au titre de l'annexe III de la directive 2014/52/ UE du Parlement européen et du Conseil du 16 avril 2014 ;

## ARRÊTE :

### Article 1<sup>er</sup> :

En application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement le projet de forage de reconnaissance en vue d'une recherche en eau potable à Coimères (33) n'est pas soumis à la réalisation d'une étude d'impact.

### Article 2 :

La présente décision, délivrée en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.

### Article 3 :

Le présent arrêté sera publié sur les sites Internet de la préfecture de région et de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Nouvelle-Aquitaine.

À Bordeaux le 3 juin 2022

Pour la Préfète et par délégation,  
Pour la Directrice et par délégation,  
La Cheffe du Pôle Projets  
de la Mission Évaluation Environnementale,



Jamila Tkoub

## Voies et délais de recours

**La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux formé dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa mise en ligne sur internet.**

Lorsqu'elle soumet un projet à étude d'impact, la présente décision peut également faire l'objet d'un recours contentieux formé dans les mêmes conditions. Sous peine d'irrecevabilité de ce recours, un recours administratif préalable est obligatoire (RAPO) conformément aux dispositions du V de l'article R.122-3 du code de l'environnement. Ce recours suspend le délai du recours contentieux.

Le recours gracieux doit être formé dans un délai de deux mois (ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux), il doit être adressé à :  
Madame la Préfète de la région Nouvelle-Aquitaine  
Esplanade Charles-de-Gaulle  
33077 Bordeaux-Cedex

Le recours hiérarchique doit être formé dans un délai de deux mois (ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux), il doit être adressé à :  
Madame la ministre de la Transition Écologique  
Hôtel de Roquelaure  
246 boulevard Saint-Germain  
75007 Paris

Le recours contentieux doit être formé dans un délai de deux mois à compter du rejet du RAPO. Il doit être adressé à :  
Monsieur le président du tribunal administratif de Bordeaux  
9 rue Tastet  
CS 21490 33063 Bordeaux-Cedex